



la Lettre d'ENSEMBLE!

ATTENTAT près des anciens locaux de CHARLIE :

L'attentat commis vendredi 25 devant les anciens locaux de *Charlie* confirme les menaces proférées depuis plusieurs jours contre des membres de l'équipe du journal. Ceci, alors que le procès en cours des attentats de janvier 2015 contre *Charlie* et à l'Hypercacher confirme l'horreur de ce qu'ont alors commis les terroristes. Ils ont assassiné des journalistes et dessinateurs pour ce qu'ils exprimaient, ils ont assassiné des personnes parce qu'elles étaient juives.

Ceux qui refusent la liberté de la presse rejettent les libertés démocratiques. Il est du devoir de toute la gauche, de tous/tes les démocrates de les combattre sans relâche. ENSEMBLE !, qui exprime sa solidarité aux victimes, est et sera partie prenante de ce combat.

Nous contacter :

✉ contact@ensemble-fdg.org

f @Ensemblefrontdegauche

🐦 @Ensemble_FdG

COVID 19 : UNE GESTION GOUVERNEMENTALE TOUJOURS AUSSI CALAMITEUSE !



Photothèque Rouge /Martin Noda / Hans Lucas.

La pandémie reflatte et sa gestion reste chaotique :

Après que le gouvernement ait expliqué que le masque était inutile, il est obligatoire dans une série de lieux, peut donner lieu à des amendes mais n'est toujours pas gratuit !

Le dépistage par les tests PCR s'avère un grand bazar : files d'attente, manque de réactifs, délais trop longs pour les résultats retardant les mesures d'isolement des porteurs du virus et empêchant toute tentative de casser la chaîne de contamination.

La stigmatisation d'une partie de la population, notamment des jeunes comme responsable de la transmission virale, cache mal que les mêmes jeunes sont amenés à reprendre les cours dans des amphithéâtres bondés et que la pression à la reprise de l'activité économique amène des millions de personnes à s'entasser dans les transports en commun.

L'horizon s'assombrit enfin quand on voit l'évolution du système de soins hospitalier.

L'enfumage du Ségur se révèle : la hausse des rémunérations des personnels se fait attendre et surtout ceux du secteur médico-social en sont exclus. Il n'y a eu aucune réouverture de lits à la hauteur des besoins depuis mars dernier, les recrutements de personnels sont en berne, on voit même par découragement des démissions. Le ministre Veran n'a rien trouvé de mieux à faire que de signer le 3 septembre un décret " relatif aux mesures d'accompagnement en cas de suppression d'emploi dans la fonction publique hospitalière" !!

Tout un programme de mise à mal du service public donc qui se prolonge par des attaques à venir sur la Sécurité sociale dans le Projet de loi de financement de la sécu qui se prépare.

Rédigée par les militantes et militants d'ENSEMBLE ! cette lettre propose les analyses du mouvement et des informations pour aider aux luttes et au rassemblement de celles et ceux qui pensent qu'un autre monde est possible.

Une casse de plus du service public : l'université

A force de diminuer les moyens dans les services publics, les hôpitaux ont abordé la crise du Covid déjà exsangues, alors mêmes que les soignants tiraient depuis des mois la sonnette d'alarme.

A l'université aussi, les moyens manquaient déjà depuis des années. Étudiants assis par terre faute d'amphis assez grands, diminution du nombre d'heures de cours faute d'enseignants en nombre suffisant, queues au Restaurant Universitaire dès 10h du matin faute d'infrastructures correctement dimensionnées, enseignants surchargés, personnel technique et administratif en nombre très largement insuffisant... les universités étaient déjà en crise avant la crise et se mettaient en grève.

Aujourd'hui, il faudrait pouvoir dédoubler les groupes, mais on manque d'enseignants et on ne peut pas pousser les murs, élargir les horaires d'ouverture des RU mais ils sont déjà au maximum alors on passe en mode hybride. Des étudiants sur place, d'autres chez eux, qui suivent les cours à distance. Cela nécessite un gros investissement technique, mais, faute d'argent, on ne peut pas investir dans le matériel nécessaire et ce sont les enseignants qui payent, soit avec les budgets des laboratoires de recherche, soit avec leur argent personnel. Le soutien technique et administratif est loin d'être suffisant pour aider les enseignants à la technique et encaisser la surcharge de travail due aux modifications incessantes et aux complications des emplois du temps.

Alors, les agents subissent des conditions de travail de plus en plus intolérables. Et, pendant ce temps à l'Assemblée, en trois jours, passe la Loi de Programmation de la Recherche qui va encore augmenter la précarité et concentrer des moyens insuffisants sur quelques formations.

Pour organiser la suite de la mobilisation, une rencontre nationale dématérialisée, ouverte à toutes et tous, aura lieu le 1er octobre prochain afin de protester contre la loi de démantèlement de la recherche publique.



Oui à la souveraineté indépendance de la Kanaky- Nouvelle Calédonie

« Voulez-vous que la Nouvelle Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ? ». Deux ans après le premier référendum de novembre 2018, un deuxième référendum est organisé dimanche prochain 4 octobre. Il ouvre une possibilité pour les habitant.e.s de la Kanaky-Nouvelle Calédonie, d'accéder à une souveraineté indépendante, car si la colonisation et le peuplement de l'Etat français a réduit la population kanake à être minoritaire, le résultat de 2018, 43,3% pour le oui, indique que les immigrations de travail océaniques et asiatiques et une minorité des Européens font maintenant le choix de la souveraineté.

La reconnaissance de l'identité kanake - par les accords Matignon de 1988 et de Nouméa de 1998 - comme source de souveraineté ont déjà permis aux indépendantistes de gouverner deux des trois provinces de la Kanaky. Et aujourd'hui la mobilisation des jeunes kanaks est un des moteurs majeurs de la campagne pour le oui.

Les inégalités sociales criantes nécessitent la maîtrise par les kanaks des richesses minières, agricoles, maritimes et écologiques, aujourd'hui spoliées par une bourgeoisie coloniale caldoche qui a instauré un import-export dévastateur sur le coût de la vie et les productions locales. La mobilisation des loyalistes pour le maintien dans la France, Etat colonial, se déroule aujourd'hui dans le contexte de domination de l'économie néolibérale mondialisée. Le peuple kanak aspire à sortir de cette domination et à construire démocratiquement une autre société. Il désire se réappropriier les richesses et les cultures de subsistance autonomes. Il revendique une scolarisation massive et complète. Nous soutenons le peuple kanak pour son émancipation sociale, féministe et écologique.